



GRANDE **مظاهرة في جنيف** MANIFESTATION

تضامناً مع الشعبين الفلسطيني واللبناني واحياءً لذكرى النكبة

APPEL À MANIFESTER EN COMMÉMORATION DE LA NAKBA

La Nakba est un processus continu. La campagne génocidaire qu'Israël mène aujourd'hui à Gaza est une continuation directe du nettoyage ethnique débuté en 1948. Aujourd'hui comme hier, le peuple palestinien lutte sans relâche contre le régime colonial d'Israël. 77 ans de Nakba, 77 ans de résistance palestinienne.

En 1917, l'Empire britannique s'emparait de la Palestine et se partageait les provinces arabes de l'Empire ottoman avec la France. La même année, le ministre britannique Balfour promettait déjà au mouvement sioniste « un foyer national en Palestine ». Quelques années plus tard, la Société des Nations confiera aux deux empires coloniaux européens des mandats sur ces pays. L'empire britannique se verra effectivement attribuer un mandat sur la Palestine au nom d'une prétendue « mission sacrée de civilisation ».

Le mandat britannique prendra fin plus de vingt plus tard, le 15 mai 1948, date retenue comme « jour de la Nakba ». Le nettoyage ethnique de la Palestine a commencé avant le 15 mai et a procédé d'une organisation méthodique sous la forme du plan « Daleth ». Par exemple, le massacre de Deir Yassin le 9 avril 1948, procède précisément d'une logique de nettoyage ethnique afin de faire fuir les populations civiles et vider le territoire de ses habitant-e-s.

Le foyer national s'est transformé en État que Ben Gourion proclamera avant même la fin du mandat britannique. Cet État, verra des anciens terroristes tel que Shamir et Begin, responsable de l'attentat contre l'hôtel du Roi David où siégeait l'administration britannique devenir premier ministre. Shamir est également un des mentors de Netanyahu qui a promis sur sa tombe de continuer son combat pour que jamais un État palestinien ne voie le jour.

77 ans après le début de la Nakba, les palestinien-ne-s n'ont pas d'État. Ils et elles ont été condamné-e-s à une condition de réfugié-e dans les pays limitrophes (Liban, Syrie, Jordanie), de soumission et d'humiliation en Cisjordanie mais aussi d'apartheid comme pour les palestinien-ne-s de Jérusalem et ceux de 48, ceux qui possèdent la nationalité israélienne mais sont des citoyen-ne-s de seconds rangs. La plupart des habitant-e-s de Gaza aujourd'hui sont des descendant-e-s de déplacé-e-s de la Nakba. Dans la continuation du projet colonial israélien, ils et elles sont aujourd'hui génocidé-e-s.

Aujourd'hui, alors qu'aucune aide humanitaire n'entre à Gaza, que le génocide de la population palestinienne s'intensifie et s'étend en Cisjordanie, il est important de rappeler que tout a commencé bien avant le 7 octobre 2023. Aujourd'hui, une revendication clé pour que justice soit faite est le retour des réfugié-e-s palestinien-ne-s sur leur terre, tel que stipulé par la résolution 194 des Nations Unies. En illustration de ce droit fondamental, le dessinateur palestinien Naji al-Ali imagine Handala, enfant de camp de réfugié-e-s palestinien-ne-s qui ne dévoilera son visage que le jour où « la dignité arabe ne sera plus menacée, et qu'elle aura retrouvé sa liberté et son humanité ». Nous l'avons inclus sur notre affiche avec une petite déclinaison : le port de la clé, symbolisant les réfugié-e-s palestinien-ne-s à travers le monde qui encore aujourd'hui gardent la clé de la maison dont ils et elles ont été chassé-e-s en 1948.

Aujourd'hui, alors que l'expansionnisme colonial israélien se traduit par l'occupation de nouvelles terres au Liban et en Syrie, il est important de rappeler la responsabilité européenne dans la destruction du tissu culturel, économique et social de cette région.

Aujourd'hui, alors que l'axe américano-israélien bombarde avec la complicité de la communauté internationale Gaza, mais aussi le Liban, la Syrie et le Yémen, il est important de rappeler que la révolution palestinienne est synonyme de liberté pour les peuples de cette région.

Aujourd'hui, nous appelons de nouveau à manifester pour commémorer la Nakba et revendiquer une Palestine libre d'apartheid de la mer au Jourdain.

Parce que la colonisation sioniste de la Palestine est un projet européen, nous avons une responsabilité de porter cette voix en Europe.

Parce que Ben Gourion, avait prédit : « les vieux mourront, les jeunes oublieront », nous avons un devoir de mémoire et de transmission et manifesterons en créant des ponts entre les générations.

Parce que la Suisse maintient ses liens avec l'État génocidaire israélien et ne respecte pas ses devoirs de pays dépositaire des Conventions de Genève, nous manifesterons pour exiger la mise en place de sanctions à l'encontre d'Israël.

Cessez-le feu à Gaza !

Stop aux attaques sur le Liban, la Syrie et le Yémen !

Sanctions contre l'État d'Israël maintenant !

RDV samedi 17 mai 2025, 13h30, Place de Neuve

Nous appelons à ne déployer que les drapeaux palestiniens, libanais et syriens.

Aucune forme de discrimination et de racisme ne sera tolérée,
y compris l'antisémitisme et l'islamophobie.

Organisation : BDS Genève

Avec le soutien de: MARAD Collectif Juif Décolonial, CEP-UniGE, Law for Palestine, Collectif des Internationalistes Tunisiens.ne.s en Suisse, Collectif Urgence Palestine Genève, Collectif Apartheid Free Zone, Centre de lutttes autonomes Le Silure, RD Congo Swiss Diaspora, Solidarité Bosnie, Collectif Urgence Palestine Vaud, Urgence Palestine Nyon La Côte, CAP NE, Association de Solidarité Nicaragua El Salvador, Syndicat Adetra, Bolivia Plurinacional.ch, Parrainages d'enfants de Palestine, Congreso de los pueblos suiza, Red Wiphalas/Wiphalas Network, Quinto Suyu Suiza Peru, Commission d'Appui aux Peuples Originaires du Chili, Nouvelles Générations Chili, Citoyennetés libres pour la paix Colombie, L'association des chiliens résidents à Genève, Centre socioculturel pole sud, Redher romandie, Cinélux, Librairie Albatros, Parti du Travail, Solidarité Tattes, Centrale Sanitaire Suisse Romande, La Librairie Fahrenheit 451, Le Nadir, Cinéma Spoutnik, Le Zoo, Association des juristes progressistes, Le Rez-Usine, Outrage Collectif, Comité Mémoire et Justice - Genève.